



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Accroissement des inégalités

Question au Gouvernement n° 4718

Texte de la question

ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. Cette pandémie, qui est un enfer pour le grand nombre, est un paradis pour les très riches. C'est ce que confirme le dernier rapport d'Oxfam : la fortune des plus riches de la planète a davantage augmenté en dix-neuf mois de pandémie qu'en une décennie. Cette accumulation sans borne et toujours plus concentrée de la richesse entre quelques mains explique aussi l'accroissement de la pauvreté.

Pendant ces mêmes dix-neuf mois, en effet, 160 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté. En France, de mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires a augmenté de 86 %. Avec les 236 milliards d'euros supplémentaires ainsi engrangés, on pourrait quadrupler le budget de l'hôpital public ou distribuer un chèque de 3 500 euros à chaque Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Les cinq premières fortunes ont doublé durant la pandémie, augmentant de 173 milliards en dix-neuf mois. Désormais, elles possèdent autant que les 40 % des Français les plus précaires alors que 8 millions de Français ont besoin de l'aide alimentaire.

Vous êtes responsables !

M. Alexis Corbière. C'est vrai !

M. Adrien Quatennens. Votre politique consistant à inonder les marchés financiers et les gros détenteurs de capitaux sous prétexte que cela profiterait à l'ensemble de l'économie se heurte à la réalité subie par l'immense majorité des citoyens.

L'urgence sociale appelle une rupture nette avec la politique du « tout pour les riches ». Il faut rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et taxer les profiteurs de crise, comme nous l'avons proposé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Il faut freiner la reproduction des inégalités en traitant enfin la question de l'héritage. Avec Jean-Luc Mélenchon, nous proposons d'en fixer le plafond à 12 millions d'euros et de donner le superflu aux jeunes en créant une allocation d'autonomie de 1 000 euros. Il faut faire l'impôt universel et instaurer le système à quatorze tranches.

Le président des riches acceptera-t-il de défendre son bilan en débattant avec les autres candidats ? Quoi qu'il en soit, dans moins de trois mois, les Français pourront tourner la page ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué chargé des comptes publics*. Permettez-moi de vous répondre en trois points. D'abord, un point de méthode s'agissant du rapport Oxfam que vous avez cité : je regrette deux choses. La première, c'est que la présentation qui y est faite et que vous reprenez à votre compte confond la valorisation boursière d'un groupe et la fortune personnelle des dirigeants dudit groupe, alors que ces deux grandeurs ne sont pas comparables.

M. Hervé Berville. Eh oui ! Voilà cinq ans qu'on leur dit !

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué*. Surtout, le rapport, tel qu'il est présenté, présente un second biais méthodologique, puisqu'il s'appuie sur l'évolution de la valorisation boursière des entreprises entre les mois de mars 2020 et d'octobre 2021, c'est-à-dire entre le moment où la bourse était au plus bas – au début de la pandémie de covid-19 – et celui où elle était revenue au plus haut.

Je tiens à pointer une deuxième difficulté : les rapports successifs d'Oxfam ont aussi montré que la France fait partie des pays dans lesquels les mécanismes de redistribution sont les plus solides et permettent de réduire le plus fortement les inégalités.

M. Éric Coquerel. Elles se sont aggravées !

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué*. Je vous renvoie aux chiffres de l'INSEE, qui montrent que ni les inégalités de revenus ni les inégalités de patrimoine ne se sont aggravées depuis 2017. Ce sont, je le répète, les chiffres de l'INSEE qui le disent, ce n'est pas moi : je vous invite à vous y reporter plutôt qu'à vous appuyer sur des rapports qui vous conviennent.

Enfin, comme la fin de votre intervention l'a montré, nous avons une divergence de fond : Emmanuel Macron et le Gouvernement considèrent que ce n'est pas en augmentant les impôts que nous sortirons de la crise. Nous avons, au contraire, baissé massivement les impôts,...

Plusieurs députés du groupe FI. Pour les riches !

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué*. ...à hauteur de 50 milliards d'euros : 25 milliards pour les entreprises – ce qui explique les bons résultats économiques de la France – et 25 milliards pour les ménages, grâce à la baisse des taux des deux premières tranches d'impôt sur le revenu et à la suppression progressive de la taxe d'habitation. C'est aussi ce qui explique que le pouvoir d'achat des ménages ait augmenté deux fois plus vite pendant ce quinquennat que durant les dix années précédentes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4718

Rubrique : Pauvreté

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 janvier 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 janvier 2022](#)